



«Relance du processus de paix», «reprise des pourparlers directs», «retour à la table des négociations»... Des mots familiers ont fait leur retour dans les médias. Le 2 septembre, le président palestinien Mahmoud Abbas et le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu se sont rencontrés à Washington, sous la houlette d'Hilary Clinton.

Cette rencontre est présentée comme la première d'un nouveau «cycle de négociations», censé poser les bases d'un «accord-cadre», permettant d'aller vers un «règlement définitif» du conflit opposant Israël aux Palestiniens. Rien de moins. Qui peut raisonnablement penser que cette nouvelle farce diplomatique puisse aboutir?

Voilà 20 ans que le discours sur le «processus de paix» s'est mis en place. À l'époque, des négociations secrètes allaient aboutir sur les accords dits d'Oslo et sur la poignée de main, en septembre 1993, entre Ytzahk Rabin et Yasser Arafat sur la pelouse de la Maison blanche. Une nouvelle ère allait s'ouvrir, disaient-ils. Mais ces accords n'ont en aucun cas amélioré les conditions de vie des Palestiniens et ont, au contraire, permis à Israël de renforcer son emprise sur les territoires occupés tout en transformant le noyau dirigeant du mouvement national palestinien en sous-traitant de l'occupation.

Aucune question cruciale n'a été réglée, et en septembre 2000 la population palestinienne s'est de nouveau soulevée pour faire entendre ses revendications.

Dix-sept ans plus tard, il est surréaliste de considérer que les rencontres Abbas-Netanyahu puissent «débloquer» la situation. Le nombre de colons a plus que triplé. Un mur de plus de 700 kilomètres a réduit les «territoires palestiniens» à des enclaves encerclées par les troupes

israéliennes. Le gouvernement israélien actuel est le plus à droite de l'histoire du pays, et Netanyahu a déjà annoncé qu'il ne ferait aucune concession sur Jérusalem, sur les réfugiés, et qu'Israël garderait le contrôle sur la vallée du Jourdain.

Mahmoud Abbas, dont le mandat s'est achevé il y a maintenant dix-huit mois, n'est en aucun cas représentatif de la population palestinienne et de ses aspirations. La signature d'un document avec Netanyahu constituerait son énième, et probablement dernier, acte de trahison. Quant aux États-Unis, il est tout simplement indécent de considérer qu'ils puissent être un arbitre entre les deux parties. Ils jouent davantage le rôle de sélectionneur, sinon de capitaine, de l'une des deux équipes.

Si l'on ajoute que le Hamas, première force politique palestinienne lors des dernières élections, est exclu des discussions, on comprendra que les gesticulations diplomatiques ne sont rien de plus qu'un écran de fumée permettant à l'État d'Israël de poursuivre sa politique du fait accompli et d'imposer, à terme, un «règlement» à son seul avantage, niant les droits des Palestiniens.

Nos regards doivent donc se tourner vers celles et ceux qui continuent de se mobiliser dans les territoires palestiniens et appellent les populations du monde entier à se mobiliser pour isoler l'État d'apartheid au travers de la campagne BDS.